Nations Unies A/74/794

Assemblée générale

Distr. générale
13 avril 2020
Français
Original : anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe

Soixante-quatorzième session
Point 14 de l'ordre du jour
Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes

Mise en œuvre des activités relevant de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025)

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 70/259, dans laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la période 2016-2025 Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, chargé l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la Santé de diriger la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie et prié le Secrétaire général de la tenir informée à cet égard en s'appuyant sur les rapports biennaux établis par ces deux organisations.

Le rapport donne un aperçu des progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie pour la période 2018-2019 et rend compte des principaux faits nouveaux survenus aux niveaux international, régional et national. Il s'agit notamment des progrès réalisés dans les six domaines d'action prévus dans le programme de travail de la Décennie et du renforcement de la participation des parties prenantes à la réalisation des activités relevant de la Décennie qui résultent des engagements pris par les gouvernements, les organisations et les acteurs non étatiques, des initiatives multipartites et des réseaux d'action dirigés par les pays. Enfin, le rapport traite de la marche à suivre, notamment de l'examen à mi-parcours de la Décennie.

Sur la base des engagements pris à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, les activités menées au titre de la Décennie continuent de sensibiliser le public, nourrir les débats et favoriser l'action, en rassemblant les pays et les parties prenantes pour qu'ils collaborent de manière novatrice en tenant compte de la nouvelle réalité nutritionnelle. Le rôle joué par la nutrition, une alimentation saine et des systèmes alimentaires au service de la santé humaine et planétaire est de plus en

20-05516 (F) 130420 210420

Merci de recycler

plus valorisé, car il ne fait pas de doute qu'une alimentation inadéquate et la malnutrition augmentent les risques de maladie et de décès dans le monde. Les nations, les régions, les villes et les collectivités locales s'efforcent d'améliorer la nutrition pour tous, partout et en toutes circonstances, tandis que la population exige de plus en plus de transparence et de célérité dans la prise de décisions qui ont une incidence sur son alimentation, sa santé et son environnement.

De plus en plus de scientifiques mènent des collaborations intersectorielles pour établir des modèles permettant de mieux prévoir les effets de l'action ou de l'inaction sur la nutrition, de concevoir des solutions plus globales et plus novatrices afin de combattre efficacement la malnutrition et de définir des paramètres appropriés pour suivre les progrès et garantir la responsabilisation. En fonction du contexte qui lui est propre, chaque pays définit son plan de route afin de veiller au respect des droits de sa population à l'alimentation et à la santé. Cependant, les pays doivent travailler ensemble de manière solidaire, car une décision prise dans un pays peut compromettre l'accès à une alimentation saine dans un autre, en raison de la mondialisation et de l'interconnexion.

I. Contexte

1. Le 1er avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 70/259[1], dans laquelle elle a proclamé la période 2016-2025 Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition. Les participants à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en novembre 2014, ont recommandé la proclamation de la Décennie et adopté la Déclaration de Rome sur la nutrition[2] et son cadre d'action[3]. Dans la Déclaration de Rome, ils ont défini une vision commune pour une action mondiale visant à éliminer la faim et à mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris la sous-alimentation, les carences en micronutriments, l'excès pondéral et l'obésité, et proposé dix grands engagements. Le Cadre d'action comprend 60 recommandations qui visent à orienter la mise en œuvre effective des engagements contenus dans la Déclaration de Rome.

2. La Décennie donne à toutes les parties prenantes une occasion unique de renforcer, dans un temps limité, les efforts conjoints en vue de mettre en œuvre les recommandations et les engagements formulés à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, ainsi que les objectifs de développement durable (ODD) liés à la nutrition, en particulier l'ODD 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) et l'ODD 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge).

3. La Décennie vise à accélérer la mise en œuvre des engagements pris à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, à atteindre les cibles mondiales relatives aux maladies non transmissibles liées à la nutrition et à l'alimentation d'ici à 2025 et à contribuer à la réalisation des ODD d'ici à 2030.

4. Dans sa résolution 70/259, l'Assemblée générale a chargé la FAO et l'OMS i) de diriger conjointement la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie, en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ; ii) d'élaborer conjointement un programme de travail de la Décennie, en s'appuyant sur des dispositifs de coordination tels que le Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, en concertation avec d'autres organisations et instances internationales et régionales ; et iii) de produire des rapports biennaux sur la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie.

5. Conçu en 2017, le programme de travail de la Décennie comprend six domaines d'action transversaux et interdépendants, basés sur les 60 recommandations contenues dans le Cadre d'action issu de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition[4]. Des informations essentielles sur la Décennie peuvent être consultées sur le site Web qui lui est consacré[5].

6. Soumis en application de la résolution 70/259 de l'Assemblée générale et fondé sur les contributions des Membres et de diverses parties prenantes, le présent rapport rend compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie au cours de la période 2018-2019. Il prend en considération les

[1] https://undocs.org/fr/A/RES/70/259.
[2] www.fao.org/3/a-ml542f.pdf.
[3] www.fao.org/3/a-mm215f.pdf.
[4] www.unscn.org/uploads/web/news/document/MV131-UNDoA-WP-fr.pdf.
[5] www.un.org/nutrition/fr.

principaux faits nouveaux survenus aux niveaux international, régional et national et donne des indications sur la voie à suivre, notamment la préparation de l'examen à mi-parcours de la Décennie en 2020.

II. Progrès accomplis dans les domaines d'action du programme de travail de la Décennie

7. Il convient de féliciter les États Membres pour la prévoyance dont ils ont fait preuve en 2016 en proclamant la Décennie, ce qui a permis d'accroître la mobilisation dans les différents domaines d'action. La Décennie peut contribuer de manière importante à la Décennie d'action et aux réalisations en faveur du développement durable, organisée sous les auspices de l'Assemblée générale (A/RES/74/4)[6]. Toutefois, il faut renforcer la volonté politique, l'action collective et les investissements financiers. Aujourd'hui, plus que jamais, dans un monde où les ressources disponibles sont limitées et les priorités sont nombreuses, investir dans la nutrition est économiquement intelligent et moralement juste.

Des systèmes alimentaires durables et résilients au service d'une alimentation saine

8. Le programme de travail de la Décennie prévoit que les pays mènent une action cohérente et prennent des mesures novatrices au niveau du système alimentaire dans son ensemble – des intrants à la consommation, en passant par la production, la transformation, le stockage, le transport et la vente au détail – pour garantir l'accès de tous à un régime alimentaire durable et sain et réduire les pertes et gaspillages d'aliments et de nutriments. Il prévoit en outre que les pays intègrent les questions de sécurité sanitaire des aliments dans les systèmes alimentaires et l'élaboration des politiques nutritionnelles[7].

9. Dans le cadre de la Décennie, différentes instances intergouvernementales et scientifiques prennent progressivement conscience du rôle essentiel que jouent les systèmes alimentaires durables et de la nécessité d'assurer une cohérence stratégique, sur une base intersectorielle et multipartite, pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. On assiste à un changement de paradigme dans l'attention et la réflexion consacrées à la nutrition de manière globale et son lien avec les systèmes alimentaires, le climat et la santé. Dans le rapport publié par la Lancet Commission sur l'obésité en 2019[8], l'alimentation, les transports et les systèmes urbains sont considérés comme des facteurs systémiques qui mènent une action collective et concrète contre l'obésité. Les notions de malnutrition et d'alimentation saine ont évolué et il est de plus en plus clair qu'il faut passer à des régimes et des systèmes alimentaires plus durables[9,10]. Ces évolutions, qui appellent une action plus efficace au niveau des pays, sont illustrées par les éléments ci-après.

10. La Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028, proclamée en janvier 2018 par l'Assemblée générale dans sa résolution 72/239[11], vise à promouvoir la durabilité de l'agriculture familiale pour mettre en place des systèmes alimentaires résistants aux changements climatiques et à créer des

[6] https://undocs.org/fr/A/RES/74/4.
[7] www.fao.org/3/a-i7846fr.pdf.
[8] www.worldobesity.org/what-we-do/projects/lancet-commission-on-obesity/lancet-commission-report-on-obesity.
[9] www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2818%2931788-4.
[10] www.thelancet.com/series/double-burden-malnutrition.
[11] https://undocs.org/fr/A/RES/72/239.

synergies avec la Décennie d'action pour la nutrition dans le cadre de son plan d'action mondial[12].

11. Dans la Déclaration[13] qu'ils ont adoptée à la réunion du Groupe des Vingt (Buenos Aires, juillet 2018), les ministres de l'agriculture ont souligné que les gouvernements, les communautés d'agriculteurs et les autres parties prenantes de la chaîne alimentaire devaient conjuguer leurs efforts et collaborer afin de rendre les systèmes alimentaires durables, intégrés et inclusifs à l'avenir.

12. Le Rapport 2018[14] du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition a permis de mettre en évidence les liens existant entre les ODD et la manière dont ils peuvent être utilisés pour surmonter les principaux obstacles et accélérer les progrès, et de présenter les principaux moyens d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir l'agriculture durable, tandis que le Rapport 2019[15] sur le même sujet a permis de mettre en lumière le rôle essentiel d'une approche durable des systèmes alimentaires dans l'élimination de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition, l'adoption de systèmes alimentaires plus inclusifs, l'amélioration de la viabilité grâce à la réduction des pertes alimentaires, la sécurité sanitaire des aliments et le renforcement de la résilience face aux changements climatiques.

13. Considérant la Décennie comme une occasion de conjuguer les efforts visant à éliminer la faim et à prévenir la malnutrition, l'Assemblée générale a adopté des résolutions portant sur le droit à l'alimentation[16] ainsi que sur les progrès et les défis liés au développement agricole, à la sécurité alimentaire et à la nutrition en 2018[17] et 2019[18].

14. En octobre 2018, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a approuvé le mandat[19] sur l'élaboration de directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, à l'appui des activités relevant de la Décennie, qui visent à réorganiser ou à promouvoir les systèmes alimentaires afin de garantir que des régimes alimentaires équilibrés soient disponibles, abordables, acceptables, sains et adéquats aussi bien en quantité qu'en qualité. En 2019, les parties prenantes du Comité ont examiné, dans le cadre de consultations régionales, l'avant-projet de directives volontaires[20]. Par la suite, en octobre 2019, le Comité a examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre des politiques et mesures issues de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition[21].

15. Les participants au premier Séminaire d'experts de haut niveau sur les systèmes alimentaires autochtones (Rome, novembre 2018), organisé dans le cadre de la Décennie, ont présenté des travaux de terrain et de recherche sur les systèmes alimentaires des populations autochtones de différentes régions du monde, afin de contribuer au débat mondial sur la durabilité et la résilience aux changements climatiques dans le contexte du Programme 2030 et de la Décennie[22].

---

[12] www.fao.org/3/ca4672fr/ca4672fr.pdf.
[13] www.g20.utoronto.ca/2018/2018-07-28-g20_agriculture_declaration_final.pdf.
[14] https://undocs.org/fr/A/73/293.
[15] https://undocs.org/fr/A/74/237.
[16] https://undocs.org/fr/A/RES/74/149.
[17] https://undocs.org/fr/A/RES/73/253.
[18] https://undocs.org/fr/A/RES/74/242.
[19] www.fao.org/3/mx516fr/mx516fr.pdf.
[20] www.fao.org/cfs/workingspace/workstreams/nutrition-workstream/reg/fr/.
[21] www.fao.org/3/na753fr/na753fr.pdf.
[22] www.fao.org/indigenous-peoples/ifs-seminar/fr.

16. Lors d'une réunion organisée par l'UNICEF et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (Florence, novembre 2018), des experts et des parties prenantes ont présenté un argumentaire en faveur de la mise en place de systèmes alimentaires et de leviers d'action afin de garantir aux enfants et aux adolescents une alimentation saine, sûre et durable[23].

17. À la deuxième Conférence mondiale du Programme pour des systèmes alimentaires durables qui relève du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables (San José, février 2019), les organisations participantes ont été encouragées à prendre des engagements volontaires en faveur de la transformation des systèmes alimentaires[24].

18. La première Conférence internationale sur la sécurité sanitaire des aliments (Addis-Abeba, février 2019), qui a rassemblé des ministres de la santé, des ministres de l'agriculture, des experts scientifiques de premier plan, des organismes partenaires, des représentants des consommateurs, des producteurs de denrées alimentaires et le secteur privé, a permis de sensibiliser les participants à l'importance de la sécurité sanitaire des aliments dans la réalisation des engagements pris à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition[25].

19. À la suite de sa proclamation par l'Assemblée générale en 2018[26], la première Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments, organisée le 7 juin 2019, constitue une occasion unique de mettre en lumière et de susciter des initiatives en matière de prévention, détection et gestion des risques d'origine alimentaire, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire, à la santé humaine, à la prospérité économique et au développement durable.

20. Lors du Colloque sur l'avenir de l'alimentation (Rome, juin 2019), des tables rondes ont été organisées sur la recherche, les lacunes en matière de connaissances et les besoins concernant les systèmes alimentaires durables et l'alimentation saine, ainsi que sur la gouvernance des systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine, le renforcement de la confiance des consommateurs dans les systèmes alimentaires et les moyens nécessaires pour transformer ces systèmes.

21. Lors d'une consultation internationale sur l'alimentation saine et durable organisée par la FAO et l'OMS en juillet 2019, des experts ont examiné les types de régimes alimentaires qui permettaient d'atteindre les objectifs de santé et de bien-être, tout en tenant compte des données probantes sur la durabilité économique, sociale et environnementale. La consultation a débouché sur l'élaboration de 16 principes en faveur d'une alimentation saine et durable[27] destinés à orienter les activités relevant de la Décennie et d'atteindre les ODD.

22. Selon le Rapport mondial sur le développement durable 2019, les systèmes alimentaires et la nutrition sont un point d'entrée aux fins de l'accélération des progrès dans la voie du développement durable ; il y est préconisé un accès plus équitable aux aliments nutritifs, la réduction des pertes et gaspillages de nourriture, une amélioration, autant que possible, de la valeur nutritionnelle des produits, tout en réduisant au minimum les incidences climatique et environnementales, et un renforcement de la résilience des systèmes alimentaires[28].

---

[23] www.unicef.org/nutrition/food-systems.html.
[24] www.oneplanetnetwork.org/2nd-global-conference-sfs-programme-taste-what-took-place.
[25] www.who.int/food-safety/international-food-safety-conference.
[26] https://undocs.org/fr/A/RES/73/250.
[27] www.fao.org/3/ca6640en/ca6640en.pdf.
[28] https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/24797GSDR_report_2019.pdf.

23. Selon le rapport sur la situation des enfants dans le monde 2019, il faut adopter des mesures qui tiennent compte du rôle central des systèmes alimentaires, renforcent l'offre et la demande d'aliments sains, améliorent l'environnement alimentaire des enfants et tirent pleinement parti du rôle des principaux systèmes à même de soutenir la nutrition[29].

24. En décembre 2019, l'Assemblée générale a adopté la résolution 74/244[30], dans laquelle elle a désigné 2021 Année internationale des fruits et légumes, et la résolution 74/209[31], dans laquelle elle a proclamé le 29 septembre Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture, comme l'avait demandé la Conférence de la FAO en 2019.

25. À la vingt-cinquième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue en décembre 2019, le Centre de biodiversité des villes qui relève des Gouvernements locaux pour le développement durable et 13 autres organismes ont appelé les gouvernements à considérer l'alimentation et l'agriculture comme un facteur clé du changement d'affectation des terres et de la crise climatique, en prenant des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre générés par le secteur[32].

26. En octobre 2019, le Secrétaire général de l'ONU a annoncé son intention d'organiser un sommet des systèmes alimentaire et, en décembre 2019, il a annoncé la nomination d'une envoyée spéciale chargée de fournir un cadre, des conseils et une orientation stratégique en vue de l'organisation en 2021 de ce sommet, qui vise à maximiser les avantages connexes d'une approche des systèmes alimentaires à l'échelle du Programme 2030 et à relever les défis du changement climatique[33].

Harmonisation des systèmes de santé assurant une couverture universelle des mesures essentielles en matière de nutrition

27. Comme énoncé dans le programme de travail, des systèmes de santé solides sont nécessaires pour prévenir et traiter la malnutrition sous toutes ses formes, car ils permettent d'intervenir et de fournir des services dans le domaine de la nutrition sur la base d'éléments concrets et pour tous les âges ; ils sont également nécessaires à la prévention et au traitement des maladies qui peuvent aggraver la dénutrition. En outre, ces systèmes doivent traiter les problèmes sanitaires à long terme que génèrent l'excès pondéral et l'obésité et assurer la prévention des maladies non transmissibles liées à l'alimentation et la lutte contre ces pathologies.

28. Il est essentiel d'intégrer un ensemble de mesures relatives à la nutrition dans le système de santé afin d'atteindre les objectifs de la couverture sanitaire universelle. Dans ses résolutions 73/132[34] et 74/2[35], adoptées en 2018 et 2019, l'Assemblée générale a affirmé qu'il incombait aux pays de définir leurs propres moyens d'instaurer une couverture sanitaire universelle et d'établir les priorités. Dans ce contexte, le recueil de l'OMS sur les interventions nutritionnelles

[29] www.unicef.org/media/60806/file/SOWC-2019.pdf.
[30] https://undocs.org/fr/A/RES/74/244.
[31] https://undocs.org/fr/A/RES/74/209.
[32] http://sdg.iisd.org/news/iclei-brief-urges-reduced-emissions-from-food-and-agriculture.
[33] www.un.org/sg/fr/content/sg/personnel-appointments/2019-12-16/ms-agnes-kalibata-of-rwanda-special-envoy-for-2021-food-systems-summit.
[34] https://undocs.org/fr/A/RES/73/132.
[35] https://undocs.org/fr/A/RES/74/2.

recommandées dans les couvertures sanitaires universelles[36] et l'outil commun des Nations Unies « Un monde, une santé[37] » soutiennent les pays dans cette démarche.

29. Adoptée en octobre 2018 par les ministres de la santé du Groupe des Vingt, la Déclaration de Mar del Plata relative à la santé[38] porte sur la résistance aux antimicrobiens, le surpoids et l'obésité de l'enfant, le renforcement des systèmes de santé et la capacité de ces systèmes à faire face aux catastrophes, aux sinistres et aux pandémies, des domaines qui relèvent tous du Cadre d'action issu de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition. Le Groupe des Vingt a également lancé l'initiative en faveur du développement du jeune enfant[39], en réaffirmant qu'une alimentation diversifiée, équilibrée et saine à tous les stades de la vie avait une incidence positive sur la croissance et la vie de l'enfant tout au long de son existence.

30. À la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Yokohama, août 2019), les chefs d'État et de gouvernement et leurs partenaires de développement ont examiné les défis à relever et les mesures à prendre, notamment pour améliorer la santé et la couverture sanitaire universelle, afin d'aider les pays à respecter les engagements pris à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition[40].

31. Fin 2018, on dénombrait plus de 70 millions de personnes déplacées de force dans le monde. Dans les contextes de crise humanitaire, il est impératif de ne laisser personne de côté, de protéger l'allaitement maternel, de fournir des soins de santé de qualité (y compris en matière de santé mentale) et de ne pas entraver l'accès à une alimentation saine. En juillet 2019, les directeurs de la FAO, de l'OMS, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de l'UNICEF, du PAM et du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires se sont engagés à accélérer les mesures visant à mettre fin à la malnutrition infantile et à élaborer un cadre et un plan de route communs en vue de lancer un plan d'action mondial des Nations Unies contre le gaspillage d'ici à 2020[41].

32. Dans la Déclaration[42] adoptée à la réunion du Groupe des Vingt (Okayama, octobre 2019), les ministres de la santé, qui ont fait spécifiquement référence à la Décennie, se sont engagés à accélérer les efforts visant à améliorer la nutrition et à combattre toutes les formes de malnutrition.

33. Les ministres de la santé de la Région africaine de l'OMS (Brazzaville, août 2019)[43] ont adopté le Plan stratégique pour réduire le double fardeau de la malnutrition dans la Région africaine : 2019-2025, et les ministres de la santé de la Région de la Méditerranée orientale de l'OMS (Téhéran, octobre 2019)[44] ont approuvé la stratégie 2020-2030 sur la nutrition pour la Région.

Protection sociale et éducation nutritionnelle

34. La protection sociale ainsi que les programmes de santé et de nutrition en milieu scolaire peuvent permettre d'appliquer des mesures à double usage afin de combattre efficacement la sous-alimentation, la surcharge pondérale et l'obésité[45]. Lors de leur

[36] https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/326261/9789241515856-eng.pdf.
[37] www.who.int/choice/onehealthtool/en/.
[38] www.g20.utoronto.ca/2018/2018-10-04-health.pdf.
[39] www.ecdan.org/assets/g20_initiative_for_early_childhood_development.pdf.
[40] www.mofa.go.jp/files/000521256.pdf.
[41] www.unicef.org/press-releases/joint-statement-principals-fao-who-unhcr-unicef-wfp-and-un-ocha.
[42] www.g20.utoronto.ca/2019/G20Okayama_HM_EN.pdf.
[43] www.afro.who.int/sites/default/files/2019-10/AFR-RC69-7%20Plan%20strat%C3%A9gique%20pour%20r%C3%A9duire%20le%20double%20fardeau%20de%20la%20malnutrition.pdf.
[44] http://applications.emro.who.int/docs/RC66-R1-fre.pdf?ua=1.
[45] www.fao.org/3/a-i5021f.pdf.

conception et de leur mise en œuvre, il convient donc d'adopter une démarche tenant compte de la nutrition[46].

35. Au cours des deux dernières décennies, la plupart des pays d'Asie et du Pacifique ont augmenté leurs investissements dans la protection sociale. Pourtant, les pays ne consacrent encore qu'environ 14 % de l'ensemble de leurs dépenses publiques à la protection sociale, contre une moyenne de 42 % en Europe[47]. L'Aperçu régional de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Europe et en Asie centrale 2018[48] rendait compte des mesures stratégiques adoptées dans cette région en vue d'améliorer l'accès à la nourriture, la protection sociale et l'assistance alimentaire. La protection sociale est l'un des domaines d'activité du projet de la FAO sur le renforcement de la capacité à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans certains pays du Caucase et d'Asie centrale, qui a pour objectif d'assurer une meilleure alimentation locale grâce à des transferts réguliers d'espèces et de promouvoir un développement agricole durable plus large[49]. Une publication du Centre international de politique pour une croissance inclusive (CIP-CI) indique que, dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord de la FAO, les programmes de transferts monétaires inconditionnels occupent une place de choix. Ils sont suivis par les programmes de protection sociale sur les subventions au carburant et à l'alimentation, ainsi que par les transferts inconditionnels en nature. Les programmes de transferts en espèces conditionnels sont pour la plupart liés à la scolarisation ou à l'assiduité scolaire[50].

36. L'éducation nutritionnelle donne à la population les moyens et les compétences nécessaires pour adopter des habitudes alimentaires saines. La plupart des pays disposent de programmes scolaires sur la santé et la nutrition, même si certains semblent s'être dégradés ces dernières années, et que le recours aux écoles pour promouvoir des régimes alimentaires sains reste insuffisant[51].

37. Étant donné que la surcharge pondérale et l'obésité de l'enfant ont augmenté dans toutes les régions du monde[52], il faut d'urgence s'engager à nouveau à améliorer les programmes scolaires sur la santé et la nutrition. Dans ce contexte, plus de 40 pays de la région européenne de l'OMS soutiennent l'Initiative européenne pour la surveillance de l'obésité de l'enfant, qui détermine la surcharge pondérale et l'obésité à l'aide de mesures normalisées de la taille et du poids de plus de 300 000 enfants réalisées tous les trois ans[53]. Cette initiative peut servir de modèle à d'autres pays et régions qui souhaitent élaborer des initiatives afin de combattre la malnutrition en milieu scolaire.

Le commerce et l'investissement au service de l'amélioration de la nutrition

38. Conformément au programme de travail de la Décennie, les politiques et accords commerciaux doivent soutenir les politiques et les programmes nutritionnels et il est important qu'ils n'aient pas d'incidence négative sur le droit à l'alimentation dans d'autres pays. Il s'agit principalement, dans ce domaine d'action, de trouver des moyens d'atteindre les cibles mondiales concernant la sécurité alimentaire et la nutrition par l'intermédiaire de politiques relatives au commerce et aux

[46] www.fao.org/3/a-i5021f.pdf.
[47] www.fao.org/3/CA7062EN/CA7062EN.pdf.
[48] www.fao.org/documents/card/fr/c/ca3817fr/.
[49] www.fao.org/in-action/fsn-caucasus-asia/fr/.
[50] https://ipcig.org/publication/28434.
[51] https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/275990/9789241514873-eng.pdf.
[52] www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf.
[53] www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0006/372426/WH14_COSI_factsheets_v2.pdf.

investissements, en améliorant la disponibilité et l'accessibilité d'aliments sûrs et nutritifs grâce à des politiques et des accords commerciaux adéquats.

39. En mars 2018, 44 pays africains ont signé l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine, ce qui devrait accélérer considérablement la croissance et le développement durable, étant donné que le commerce intra-africain global devrait doubler d'ici à 2022 et que le commerce des produits agricoles devrait tripler d'ici à 2023, générant ainsi des gains économiques considérables[54].

40. En juillet 2018, la Commission du Codex Alimentarius est convenue d'entreprendre de nouveaux travaux d'élaboration des orientations sur l'étiquetage nutritionnel figurant sur le devant des emballages, ce qui devrait avoir une incidence sur les décisions nationales en matière de politique nutritionnelle et sur le commerce international[55].

41. Selon l'Aperçu régional de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes 2018, le commerce se développera à mesure que la demande de denrées alimentaires augmentera dans les régions où l'offre est insuffisante, en raison des changements de la production agricole dus à l'augmentation du nombre et de la gravité des phénomènes météorologiques et aux effets de la variabilité du climat[56].

42. Dans la résolution 73/132 susmentionnée, l'Assemblée générale a préconisé la coopération internationale en vue de faciliter le commerce des produits agricoles et, partant, d'accroître la sécurité alimentaire et de résoudre les problèmes rencontrés tant par les pays importateurs que par les pays exportateurs de denrées alimentaires.

43. Lors du Forum international sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce (Genève, avril 2019)[57], les participants ont examiné les possibilités et les défis liés au renforcement des systèmes de sécurité sanitaire des aliments, notamment au moyen du commerce, tandis que les consommateurs ont accès à une grande quantité et diversité de denrées alimentaires du fait de l'expansion considérable du commerce mondial. Dans leur déclaration conjointe, les chefs de la FAO, de l'OMS et de l'Organisation mondiale du commerce ont souligné que les consommateurs étaient en droit d'attendre que les aliments produits localement et importés soient sûrs[58] et que les efforts visant à renforcer les systèmes de sécurité sanitaire des aliments par-delà les secteurs et les frontières devraient être mieux adaptés et coordonnés.

44. L'Aperçu régional de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Europe et en Asie centrale 2019 indique les changements survenus dans la structure des échanges et les mesures non tarifaires pour les produits alimentaires et agricoles dans cette région, la part du commerce agroalimentaire dans le commerce total n'ayant pas beaucoup varié, tandis que les exportations et les importations agroalimentaires ont considérablement augmenté, contribuant ainsi à la croissance économique, à la sécurité alimentaire et à la nutrition[59].

---

[54] www.fao.org/3/CA2710EN/ca2710en.pdf.

[55] www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-701-41%252FReport%252FFINAL%252FREP18_CACf.pdf.

[56] www.fao.org/3/ca2127en/CA2127EN.pdf.

[57] www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/faowhowtoapril19_f.htm.

[58] www.who.int/docs/default-source/resources/joint-statement.pdf?sfvrsn=61b890c4_16.

[59] www.fao.org/3/ca7153en/CA7153EN.pdf.

Des environnements sûrs et favorables à la nutrition pour tous les âges

45. Ce domaine d'action montre l'importance des facteurs environnementaux dans les résultats nutritionnels, notamment l'école, le foyer, l'hôpital et le lieu de travail, la production alimentaire et les espaces urbains, ainsi que l'allaitement dans divers contextes et les outils réglementaires et fiscaux favorisant un cadre alimentaire sain.

46. Mise en lumière par les milieux universitaires ces dernières années, la notion d'environnement alimentaire est devenue un élément central de l'élaboration des politiques nutritionnelles visant à lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes dans les pays. Dans sa résolution 73/132, l'Assemblée générale a engagé les États Membres à étudier plus avant les facteurs économiques et sociaux en matière de santé liés à la nutrition et aux systèmes alimentaires.

47. Il ressort du rapport de situation 2018 sur la mise en œuvre nationale du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel que 136 pays sur 194 ont mis en place des mesures juridiques couvrant une partie, un grand nombre ou la totalité des dispositions du Code[60].

48. À la troisième réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (New York, septembre 2018), les chefs d'État et de gouvernement ont salué la proclamation de la Décennie et ont pris, entre autres, les engagements suivants[61] :

- promouvoir et mettre en œuvre des mesures politiques, législatives et réglementaires, y compris des mesures budgétaires s'il y a lieu, en vue de réduire au minimum l'incidence des principaux facteurs de risque des maladies non transmissibles, et promouvoir une alimentation et un mode de vie sains ;
- inviter le secteur privé à produire et promouvoir des produits alimentaires compatibles avec un régime alimentaire sain, en redoublant d'efforts pour les reformuler afin d'offrir des solutions plus saines et nutritives, en réduisant l'utilisation excessive de sel, de sucres et de graisses, en particulier de graisses saturées et trans ;
- inviter le secteur privé à fournir des informations appropriées sur la teneur en ces nutriments, compte tenu des directives internationales régissant l'étiquetage nutritionnel ;
- inviter le secteur privé à s'engager à réduire davantage l'exposition des enfants à la commercialisation d'aliments et de boissons riches en graisses, en particulier en graisses saturées et trans, en sucre ou en sel, et à en limiter les effets sur eux, conformément à la législation nationale, selon qu'il convient.

49. Organisée par le FIDA et Save the Children Italie (Rome, octobre 2018), la conférence internationale intitulée « Ne laisser personne de côté : la cause des adolescentes » visait à rechercher des solutions pour rompre le cycle intergénérationnel de la malnutrition, contribuant ainsi à atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition et les objectifs de la Décennie[62].

50. La cinquième réunion annuelle du Sommet des Maires et du Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain (Montpellier, octobre 2019), qui a porté sur les environnements alimentaires s'inscrivant dans les programmes alimentaires urbains des pays à revenu élevé et intermédiaire, a permis de souligner qu'une

[60] https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272649/9789241565592-eng.pdf.
[61] https://undocs.org/fr/A/RES/73/2.
[62] www.ifad.org/documents/38714174/40767203/agenda_fr.pdf/84aebdb4-d218-4ee7-9c06-7d025a4d24d9.

alimentation saine constituait une stratégie importante pour relever les défis nutritionnels en milieu urbain.

51. La Conférence du prix Prince Mahidol 2019 (Bangkok, février 2019) a été consacrée à l'économie politique des maladies non transmissibles et à une approche mobilisant l'ensemble de la société[63]. La Déclaration de Bangkok, dans laquelle il est fait référence à la Décennie, indique qu'il faut sensibiliser le public et les responsables politiques aux maladies non transmissibles, à leur poids économique et à leurs facteurs de risque, et protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement maternel partout et en toutes circonstances.

52. Dans le cadre de la Décennie, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'OMS et l'UNICEF ont organisé le Colloque international sur la compréhension du double fardeau de la malnutrition en vue d'interventions efficaces (Vienne, décembre 2019) afin d'examiner les politiques et les programmes d'intervention qui visent à traiter le double fardeau de la malnutrition et à garantir un environnement propice à une bonne nutrition à chaque étape de la vie[64].

Renforcement de la gouvernance et de la responsabilité en matière de nutrition

53. La nutrition exige une approche mobilisant l'ensemble de la société ainsi que la contribution et la coordination de tous les acteurs et secteurs. Conformément au programme de travail de la Décennie, les gouvernements ont la responsabilité de favoriser le dialogue et les engagements politiques, de fournir des informations pour favoriser l'apprentissage et la reddition de comptes et d'encourager la collaboration entre les pays.

54. Dans sa résolution 72/306[65] de juillet 2018, qui a fait suite au premier rapport[66] du Secrétaire général sur la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie, l'Assemblée générale a salué les progrès accomplis en la matière, tout en constatant avec inquiétude que le monde n'était pas en voie d'atteindre les objectifs mondiaux liés à la nutrition, et encouragé les gouvernements et leurs partenaires à redoubler d'efforts et à intensifier les engagements nationaux et les investissements en faveur de la nutrition dans le cadre du programme de travail de la Décennie.

55. Dans sa résolution 73/132, l'Assemblée générale a demandé aux États Membres de considérer la faim et la malnutrition comme des problèmes touchant l'ensemble des nations et réaffirmé la nécessité d'intensifier la mise en œuvre des engagements nationaux et d'accroître l'investissement en faveur de la nutrition dans le cadre du programme de travail de la Décennie.

56. En ce qui concerne les objectifs financiers, certains pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont augmenté leurs dépenses publiques en vue d'atteindre des objectifs nutritionnels, et les dépenses des donateurs ont dépassé le montant de 19,6 milliards de dollars des États-Unis qui avait été fixé au début de la Décennie[67].

57. On constate une augmentation des partenariats multipartites pour la nutrition avec le secteur privé. Face aux préoccupations concernant les conflits d'intérêts, les asymétries de pouvoir et l'exclusion de la société civile, le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, qui relève du Comité de la sécurité

[63] https://pmac2019.com/uploads/post/PDF/pdf_post_cac5ff4000111.pdf.
[64] www.iaea.org/events/understanding-the-double-burden-of-malnutrition-symposium-2018.
[65] https://undocs.org/fr/A/RES/72/306.
[66] https://undocs.org/fr/A/72/829.
[67] https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-growth-commitment-tracking/.

alimentaire mondiale, a publié en juin 2018 des recommandations sur la gestion des partenariats multipartites en matière de sécurité alimentaire et de nutrition[68].

58. Les participants au Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition (Madrid, octobre 2018) se sont engagés à mettre en place un réseau d'alliances parlementaires pour soutenir la réalisation de l'ODD 2 et faire progresser la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition et de la Décennie, en accordant une attention particulière aux personnes et aux territoires vulnérables[69].

59. En novembre 2018, le Conseil de l'Union européenne a pris acte de l'importance que revêtait la Décennie pour atteindre l'ODD 2 et concrétiser le Programme 2030. Il a également invité la Commission européenne à proposer une révision du cadre d'action sur la sécurité alimentaire de 2010 et du cadre stratégique sur la nutrition, élaboré en 2013, afin d'honorer ses engagements relatifs à la nutrition et de mettre en œuvre une approche globale de l'Union[70].

60. Comme contribution aux activités relevant de la Décennie, des décideurs, des praticiens et d'autres parties prenantes se sont réunis à l'occasion d'une conférence mondiale organisée à Bangkok en novembre 2018 par l'International Food Policy Research Institute et la FAO afin d'examiner comment accélérer l'action intégrée en vue d'éliminer la faim et la malnutrition dans le monde[71].

61. L'Aperçu régional de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour l'Asie et le Pacifique 2018[72] donne une description des nouvelles initiatives mises en place en vue de renforcer la capacité des gouvernements municipaux à s'impliquer dans l'alimentation et la nutrition, comme l'initiative NADHALI de la FAO qui vise à élaborer des plans de systèmes alimentaires à l'échelle des villes en établissant des plateformes de systèmes alimentaires multipartites au niveau local[73].

62. Conformément aux recommandations du Cadre d'action issu de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, en décembre 2019, les directeurs généraux de la FAO, du FIDA, du PAM, de l'OMS et de l'UNICEF ont tiré profit des expériences positives du Comité permanent de la nutrition et du Réseau des Nations Unies en faveur du Mouvement Renforcer la nutrition (SUN) et établi le mandat d'une entité fusionnée, appelée UN Nutrition, qui fait converger les perspectives mondiales et nationales. Cela répond aux ambitions définies dans le cadre de la réforme de l'ONU et au défi consistant à réaliser les ODD.

63. Des dispositifs de suivi renforcés sont nécessaires pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs nationaux. Les données et les systèmes d'informations sur la nutrition servent de base pour stimuler l'action en matière de nutrition. Au niveau mondial, les rapports 2018 et 2019 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde[74], ainsi que le Rapport mondial sur la nutrition 2018[75] ont permis d'utiliser, d'analyser et d'examiner les données mondiales sur la faim et la malnutrition, contribuant ainsi au suivi des cibles associées aux ODD en matière de nutrition. En 2019, pour la première fois, l'UNICEF et l'OMS ont publié des estimations de l'insuffisance pondérale à la

[68] www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-13_FR.pdf.
[69] www.fao.org/about/meetings/global-parliamentary-summit/fr/.
[70] http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14554-2018-INIT/fr/pdf.
[71] www.ifpri-faobangkokconference.org.
[72] www.fao.org/3/CA0950EN/ca0950en.pdf.
[73] www.fao.org/in-action/nadhali/en/.
[74] www.fao.org/publications/sofi/fr/.
[75] https://globalnutritionreport.org/.

naissance concernant 147 pays, ce qui a permis de suivre les progrès accomplis dans la réalisation de la cible mondiale de réduction de l'insuffisance pondérale à la naissance, fixée par l'Assemblée mondiale de la Santé en 2012[76].

III. Renforcement de la participation des parties prenantes aux activités relevant de la Décennie

Engagements pris par les gouvernements

64. Les engagements que prennent les pays sont indispensables pour que les gouvernements élaborent des politiques, effectuent des investissements et mettent en œuvre des initiatives à l'appui de la Décennie. Les pays sont donc invités à prendre des engagements spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et assortis de délais (SMART), pour aider toutes les parties prenantes à mieux comprendre les actions prévues et à en améliorer le suivi.

65. Alors que de nombreux pays progressent dans la mise en place de nouveaux engagements, certains hésitent encore à les enregistrer dans la base de données de la Décennie. Les engagements soumis par le Brésil, l'Équateur et l'Italie ont été enregistrés dans la base de données ouverte qui est gérée par le secrétariat conjoint FAO/OMS de la Décennie[77].

66. Afin de soutenir la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie, la FAO et l'OMS ont publié en 2018 un guide[78] afin d'aider les pays à traduire les politiques et les mesures recommandées dans le Cadre d'action issu de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition en engagements propres à chacun d'eux, ainsi qu'une note d'orientation[79] sur les moyens de susciter des engagements en faveur de la nutrition dans le cadre de la Décennie.

67. À ce jour, 103 pays se sont engagés au niveau national à éliminer les acides gras trans de la chaîne alimentaire[80].

Contributions des organismes des Nations Unies

68. La FAO a continué d'examiner le rôle essentiel que jouent l'agriculture et les systèmes alimentaires dans la réduction de la malnutrition, et d'insister sur la nécessité de transformer les systèmes alimentaires. La Stratégie et la vision de la FAO pour ses activités en matière de nutrition[81] continue d'être actualisée et devrait définir dans les grandes lignes les choix stratégiques et les domaines d'action prioritaires à la lumière des principaux enjeux en matière de nutrition et des avantages comparatifs de la FAO. En 2019, la FAO a publié son cadre pour l'alimentation et la nutrition scolaires[82] qui vise à orienter ses travaux en vue d'aider les gouvernements et les institutions à élaborer, transformer ou renforcer des politiques et des programmes scolaires, et son cadre pour l'agenda alimentaire urbain[83], qui vise à orienter ses travaux en vue d'aider les décideurs à prendre conscience du rôle que jouent les villes et les gouvernements sous-nationaux en tant

[76] www.who.int/nutrition/publications/UNICEF-WHO-lowbirthweight-estimates-2019/en/.
[77] www.un.org/nutrition/commitments.
[78] www.fao.org/3/ca1505en/CA1505EN.pdf.
[79] https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/274375/WHO-NMH-NHD-17.11-eng.pdf.
[80] https://extranet.who.int/nutrition/gina/fr/scorecard/TFA.
[81] www.fao.org/3/nb124fr/nb124fr.pdf.
[82] www.fao.org/3/ca4091en/ca4091en.pdf.
[83] www.fao.org/3/CA3151FR/ca3151fr.pdf.

que sites et acteurs stratégiques face aux problématiques socioéconomiques et écologiques complexes qui entravent la sécurité alimentaire et la nutrition.

69. En 2018-2019, l'OMS a mis divers produits normatifs à la disposition des pays pour les aider à mettre en œuvre les engagements pris à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, notamment des mesures essentielles en matière de nutrition[84], l'évaluation et la prise en charge des enfants dans les établissements de soins de santé primaires afin de prévenir la surcharge pondérale et l'obésité, l'enrichissement du riz en vitamines et minéraux[85], des mesures efficaces pour améliorer la nutrition des adolescents[86] et l'initiative Hôpitaux amis des bébés[87]. En outre, elle a assuré un suivi régulier des progrès accomplis dans la réalisation des cibles mondiales en matière de nutrition et dans la mise en œuvre des politiques nutritionnelles au moyen de la publication d'estimations conjointes de la malnutrition[88] et de sa base de données mondiale sur la mise en œuvre des actions en matière de nutrition[89] qui contient des informations sur les politiques, les mesures et les dispositifs de suivi ou de coordination liés à la nutrition dans 201 pays et territoires. Elle a également soutenu la mise en œuvre du Cadre mondial de suivi de la nutrition dans 36 pays du monde entier. En 2018, l'OMS a lancé REPLACE, une initiative mondiale qui vise à éliminer les acides gras trans de l'alimentation d'ici à 2023[90].

70. L'AIEA s'est employée à renforcer les actions menées conjointement par les organisations, les pays et les collectivités locales en vue de faire avancer le programme de gestion des déchets radioactifs, en particulier le rôle des techniques faisant appel aux isotopes stables dans la compréhension des circuits biologiques et dans l'évaluation de l'impact des initiatives et des programmes consacrés à la gestion des déchets radioactifs. Les techniques faisant appel aux isotopes stables sont utilisées pour évaluer avec précision les différentes formes de malnutrition et fournir des données de manière à concevoir ou améliorer les programmes nationaux de santé et de nutrition. Le lancement de la base de données de l'AIEA fondée sur la méthode de l'eau doublement marquée a permis d'appuyer les travaux qu'elle mène en vue de promouvoir le recours aux techniques utilisant des isotopes stables et de renforcer les capacités des États Membres[91]. Grâce à l'échange de données sur les dépenses énergétiques, la base de données aidera les pays à mieux concevoir leurs politiques de santé afin de combattre l'épidémie croissante d'obésité dans le monde.

71. Conformément à son engagement d'améliorer la nutrition de 12 millions de personnes et d'atteindre d'ici à 2021 l'objectif d'augmenter de 50 % le nombre de projets tenant compte de la nutrition, le FIDA a élaboré en 2019 son nouveau plan d'action pour la nutrition 2019-2025[92], dont l'objectif global est d'accélérer l'intégration de l'enjeu de la nutrition dans ses investissements. En outre, il a adopté une approche intégrée pour veiller à ce que le changement climatique, les ressources environnementales, l'égalité des sexes, la jeunesse et la nutrition figurent dans l'ensemble de son programme de prêts et de bourses[93]. En 2018-2019, il a organisé trois ateliers régionaux de renforcement des capacités sur l'agriculture et le développement rural tenant compte de la nutrition afin de former des professionnels

[84] www.who.int/nutrition/publications/essential-nutrition-actions-2019/en/.
[85] www.who.int/nutrition/publications/guidelines/rice-fortification/en/.
[86] www.who.int/nutrition/publications/guidelines/effective-actions-improving-adolescent/en/.
[87] www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/bfhi-implementation/fr/.
[88] www.who.int/nutgrowthdb/estimates/en/.
[89] https://extranet.who.int/nutrition/gina/.
[90] www.who.int/nutrition/topics/replace-transfat/ ; www.fao.org/3/CA7062EN/CA7062EN.pdf.
[91] https://doubly-labelled-water-database.iaea.org/dataOverview.
[92] www.ifad.org/fr/document-detail/asset/41237860.
[93] www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/41404848.

dans les régions de l'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Afrique orientale et australe et de l'Afrique occidentale et centrale. En outre, le FIDA a lancé un guide sur les chaînes de valeur qui tiennent compte de l'enjeu nutritionnel[94] afin d'aider les partenaires à concevoir des projets de chaînes de valeur susceptibles d'améliorer les régimes alimentaires tout en restant économiquement viables et en traitant les questions de durabilité environnementale et d'autonomisation des femmes.

72. L'UNICEF a entamé la mise en œuvre de son nouveau plan stratégique 2018-2021[95] avec la volonté de consolider et d'élargir les résultats obtenus dans le cadre de ses programmes de lutte contre la malnutrition infantile sous toutes ses formes dans le monde, afin d'atteindre au moins trois objectifs annuels d'ici à 2021 : i) prévenir le retard de croissance et d'autres formes de malnutrition chez 250 millions d'enfants de moins de 5 ans ; ii) prévenir l'anémie et d'autres formes de malnutrition chez 100 millions d'adolescents ; iii) traiter l'émaciation sévère et d'autres formes de malnutrition aiguë dans des situations de crises humanitaires et des pays en développement chez 6 millions d'enfants. En 2018, le soutien apporté aux pays en vue d'améliorer les politiques et les programmes a porté principalement sur la protection et le soutien de l'allaitement maternel pour les enfants de moins de 2 ans (112 pays) et sur les interventions visant à améliorer les aliments complémentaires, la diversité des régimes alimentaires et les pratiques alimentaires chez les jeunes enfants (102 pays). L'UNICEF a soutenu des programmes conjoints sur la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (62 pays), ainsi que des programmes de protection sociale axés sur la nutrition, y compris la mise en œuvre de transferts monétaires conditionnels (39 pays). En 2018, il a également fourni des services nutritionnels d'urgence aux enfants et aux femmes de 59 pays touchés par des crises humanitaires[96].

73. Le PAM a continué de fournir des programmes de nutrition optimale pour le traitement et la prévention de la malnutrition dans le cadre d'interventions d'urgence, tout en intégrant des approches tenant compte de la nutrition dans le contexte de l'aide humanitaire et du développement. En 2018, il a fourni une aide à plus de 86 millions de personnes dans 83 pays au moyen de programmes de prévention et de traitement de la malnutrition, en assurant des repas scolaires, des activités de résilience et le renforcement des capacités. Près de 16 millions d'entre elles, vivant dans 59 pays, la plupart dans des situations d'urgence et de fragilité, ont bénéficié de ces programmes. Les efforts menés en vue de prévenir les retards de croissance ont visé à promouvoir une alimentation saine au cours des 1 000 premiers jours, ce qui a permis à 1,2 million de personnes dans 22 pays de bénéficier d'une intervention nutritionnelle. En 2019, le PAM a lancé une plateforme d'apprentissage sur la nutrition[97] pour mettre à la disposition des parties prenantes externes l'expérience, les enseignements et les résultats de ses travaux de recherche obtenus sur la nutrition, et le programme « Fill the Nutrient Gap[98] » a été évalué dans 19 pays. Inauguré en Côte d'Ivoire en mars 2019, le Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition est le fruit d'un partenariat entre le PAM et le gouvernement qui vise à mettre en commun les connaissances et les expériences acquises en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.

74. Le Comité permanent de la nutrition a poursuivi ses travaux visant à maximiser la cohérence et la responsabilité des politiques des Nations Unies, en favorisant la

[94] www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/40805038.
[95] www.unicef.org/media/48131/file/UNICEF_Strategic_Plan_2018-2021_FR.pdf.
[96] Les rapports 2018 de l'UNICEF sont basés sur des données vérifiées issues des systèmes internes de communication de données et de son système NutriDash.
[97] https://cdn.wfp.org/nutrition/nutx/.
[98] www.wfp.org/publications/2017-fill-nutrient-gap.

nutrition, en créant des ponts et en étudiant les questions nouvelles et émergentes liées à la nutrition en collaboration avec ses membres et au moyen de divers supports de connaissance tels que le dossier qu'il a publié en 2018 sur les maladies non transmissibles, l'alimentation et la nutrition[99], qui traite des aspects techniques et politiques du lien entre les maladies non transmissibles et la nutrition. Dans sa publication NEWS 43[100], il a examiné les facteurs de la malnutrition, la façon dont ils se recoupent et se chevauchent et comment ils exacerbent l'exclusion et les inégalités, tandis que dans sa publication NEWS 44[101], il a étudié les contextes dans lesquels les consommateurs interviennent dans le système alimentaire en prenant des décisions sur l'achat, la préparation et la consommation des aliments, et la façon dont les environnements alimentaires influencent le choix des aliments. Le Comité a réuni un groupe d'experts (New York, juin 2018)[102] chargé d'examiner comment la nutrition pouvait renforcer le lien entre les ODD et favoriser la réalisation des cibles connexes.

75. L'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles a poursuivi, par l'entremise de son groupe de travail thématique sur la nutrition convoqué par le Comité permanent de la nutrition, ses travaux sur toutes les formes de malnutrition. Le groupe a participé à trois missions conjointes afin de mieux intégrer l'enjeu nutritionnel dans les investissements consacrés aux maladies non transmissibles (Philippines et Thaïlande en 2018 et Ouganda en 2019), ce qui a débouché sur l'élaboration et l'expérimentation d'une liste de contrôle sur la nutrition en vue des futures missions conjointes. Il a contribué à la troisième réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur les maladies non transmissibles en réalisant un inventaire des travaux menés par des organismes sur l'obésité infantile et commencé les travaux visant à mettre en place un réseau de pratiques sur la nutrition, les droits de l'homme et le droit.

76. Dans son rapport soumis à l'Assemblée générale en 2019, la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation a mis l'accent sur la réalisation des ODD[103] dans le cadre d'une approche des politiques nutritionnelles fondée sur les droits de l'homme, en soulignant que la répartition inéquitable des denrées alimentaires et des ressources productives restait un obstacle important à la réalisation du droit à l'alimentation et à la nutrition. Ses rapports de mission de pays de 2018 (Indonésie et Argentine) et 2019 (Azerbaïdjan et Zimbabwe) ont également porté sur les questions de nutrition liées aux enfants et aux femmes[104]. En 2019, la Rapporteuse spéciale a contribué au rapport de l'UNICEF sur la protection du droit des enfants à un environnement alimentaire sain[105], en mettant l'accent sur une approche fondée sur les droits de l'enfant en vue de prévenir et de réduire la malnutrition.

Contributions des acteurs non étatiques

77. Le groupe sur la nutrition de la société civile de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition rassemble des organisations de la société civile et des groupes sociaux qui ont activement participé à la Conférence et qui continuent d'en assurer le suivi. En 2018-2019, il a encouragé les personnes les plus touchées par la faim et la malnutrition à participer et à contribuer efficacement à la révision des politiques nutritionnelles. En outre, il a facilité la coordination, la collaboration et la

[99] www.unscn.org/uploads/web/news/document/NCDs-brief-FR-WEB.pdf.
[100] www.unscn.org/uploads/web/news/UNSCN-News43-WEB.pdf.
[101] www.unscn.org/uploads/web/news/UNSCN-Nutrition44-WEB-21aug.pdf.
[102] www.unscn.org/en/news-events/past-events?idnews=1828.
[103] https://undocs.org/fr/A/74/164.
[104] www.ohchr.org/fr/Issues/Food/Pages/Visits.aspx.
[105] www.unicef.nl/files/Advocacy-brief-healthy-food-enviro-final.pdf.

diffusion d'informations sur la Décennie et sur les travaux de recherche, les politiques et les initiatives liées à la nutrition parmi ses membres, et organisé des rencontres préparatoires avant les réunions officielles. Dans le cadre du Mécanisme de la société civile et les peuples autochtones pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, le groupe a veillé à l'harmonisation des messages et des propositions stratégiques en matière d'alimentation et de nutrition aux fins d'une vision collective[106] de l'élaboration des directives volontaires du Comité sur les systèmes alimentaires et la nutrition. Il a engagé des débats sur la nécessité de disposer de garanties solides pour protéger les sphères publiques contre d'éventuels conflits d'intérêts dans le cadre du processus du Comité sur les partenariats multipartites visant à financer et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le contexte du Programme 2030[107].

78. Créée à la suite du premier sommet «Nutrition pour la croissance» tenu à Londres, la Coalition internationale pour le plaidoyer sur la nutrition s'est employée à mobiliser plus de ressources et à améliorer la qualité des politiques en faveur de la nutrition, tout en réclamant que les promesses faites lors du sommet, en particulier par les pays donateurs, soient tenues. Elle a appuyé les opérations de sensibilisation menées à travers le monde pour encourager les gouvernements à lutter contre toutes les formes de malnutrition[108].

79. Le secrétariat conjoint FAO/OMS de la Décennie organise des téléconférences trimestrielles avec le groupe sur la nutrition et le Mécanisme de la société civile afin d'échanger des informations sur les activités relevant de la Décennie et d'examiner les contributions apportées par la société civile, en particulier aux réseaux d'action dirigés par les pays, à leur mise en œuvre. En 2018 et 2019, des réunions annuelles présentielles ont également été organisées.

80. En juin 2018, l'OMS et Chatham House ont organisé à Londres une rencontre avec des représentants de l'industrie alimentaire et du secteur des boissons non alcoolisées, à l'intention desquels l'OMS a défini une série d'attentes quant à la réduction du sel, des sucres libres et des graisses non saturées dans les aliments et les boissons et à l'élimination des acides gras trans industriels présents dans les aliments. En conséquence, en mai 2019, l'International Food and Beverage Alliance s'est engagée à respecter la cible de l'OMS concernant l'élimination des acides gras trans produits industriellement de la chaîne alimentaire d'ici à 2023[109].

81. En outre, en 2018-2019, l'International Food and Beverage Alliance a participé à des partenariats dans un certain nombre de pays afin d'améliorer la santé mondiale dans le cadre de partenariats public-privé, comme en Australie (partenariat pour une alimentation saine visant à définir des catégories d'aliments et des objectifs provisoires pour le sodium, les graisses saturées et les sucres), au Brésil (accord de coopération technique qui prévoit la mise en place d'actions locales visant à promouvoir des modes de vie sains et à réduire la teneur en sucre et en sel des produits alimentaires), en Inde (Eat Right India pour la reformulation des produits, la fourniture et la promotion de choix alimentaires plus sains et l'introduction d'informations nutritionnelles dans les menus), en Espagne (plan de collaboration visant à améliorer les aliments et les boissons en réduisant le sucre, les graisses saturées et le sel dans les produits alimentaires) ainsi qu'au Nigeria et au Pakistan

[106] www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2016/02/CSM-vision-document-FS-N_draft-June-2019_FR.pdf.

[107] www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2018/02/CSM-Comments-on-HLPE-MSP-ZD-19-Feb-2018-Final.pdf.

[108] https://globalnutritionreport.org/resources/about-malnutrition/nutrition-advocacy/.

[109] www.who.int/fr/news-room/detail/07-05-2019-who-welcomes-industry-action-to-align-with-global-trans-fat-elimination-targets.

(projets pilotes visant à encourager et à soutenir l'élimination progressive des graisses trans produites industriellement d'ici à 2023).

82. Le Mécanisme du secteur privé pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, qui sert de point de contact pour les entreprises privées qui interviennent tout au long de la chaîne agroalimentaire, des agriculteurs aux fournisseurs d'intrants, en passant par les coopératives, les transformateurs, les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises alimentaires, a organisé une consultation afin de donner à l'ensemble du réseau du secteur privé l'occasion d'examiner avec le secrétariat conjoint FAO/OMS leurs contributions aux activités relevant de la Décennie et les éventuelles actions prioritaires futures (octobre 2019).

83. En février 2019, le Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition s'est engagé à soutenir la réalisation des activités relevant de la Décennie en réunissant des décideurs politiques de différents secteurs du système alimentaire et en les mobilisant dans la lutte contre la malnutrition. Il s'est engagé à mettre à disposition des outils pour encourager et aider les gouvernements des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire à concevoir et à mettre en œuvre des politiques alimentaires et nutritionnelles, et à favoriser des changements dans les systèmes alimentaires qui modifieront les tendances alimentaires en faveur d'une meilleure nutrition et d'une meilleure santé[110].

84. Dans son rapport spécial sur le changement climatique et les terres émergées publié en août 2019[111], le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a mis en avant que la stabilité de l'approvisionnement alimentaire devrait diminuer à mesure que l'ampleur et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes qui perturbent les chaînes alimentaires s'intensifient, étant donné que l'augmentation des niveaux de CO_2 atmosphérique réduit la qualité nutritionnelle des cultures et entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires et du risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Dans le même rapport, le GIEC observe que la consommation d'aliments sains et durables permet de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre générés par les systèmes alimentaires et d'améliorer les résultats en matière de santé, d'où la nécessité de renforcer les mesures et les engagements mis en œuvre dans le cadre de la Décennie.

Mouvement SUN

85. Le Mouvement SUN, qui s'est élargi en 2019 avec l'adhésion de deux nouveaux membres, comprend actuellement 61 pays et quatre États indiens. Lors de son rassemblement mondial au Népal (novembre 2019), il a réuni plus de 1 200 personnes venues d'une centaine de pays pour faire le point sur les progrès réalisés, échanger des idées novatrices et en tirer des enseignements. En 2018-2019, il a contribué aux activités réalisées dans tous les domaines d'action du programme de travail de la Décennie[112]. Il a veillé à ce que l'avis des parties prenantes des pays SUN soit pris en compte lors de la consultation sur les directives volontaires du Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur les systèmes alimentaires et la nutrition, et il a intégré un volet sur les systèmes alimentaires dans l'évaluation conjointe du Mouvement SUN de 2019[113] et dans la formation des points focaux SUN. Il a également contribué à l'élaboration de messages communs sur la nutrition dans les couvertures sanitaires universelles et organisé des manifestations en marge de l'Assemblée mondiale de la Santé (Genève, mai 2019) et de la réunion de haut

[110] www.unscn.org/uploads/web/news/Global-Panel-Commitment-to-Decade-of-Action.pdf.
[111] www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/4.-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf.
[112] https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2019/11/SUN-Annual-Report-2019-ENG_web_FINAL.pdf.
[113] https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2019/04/SUN-JA-At-a-glance-FRA.pdf.

niveau des Nations Unies sur la couverture sanitaire universelle (New York, septembre 2019), qui ont permis de faire mieux connaître le programme de couverture sanitaire universelle aux parties prenantes SUN.

86. Au cours de la dernière année du cycle budgétaire, 51 pays ont assuré le suivi des ressources publiques consacrées à la nutrition et 25 ont déclaré leurs dépenses publiques liées à la nutrition. Les plateformes multipartites collaborent avec les parlements de 45 pays et 15 disposent de réseaux parlementaires nationaux spécialisés dans la nutrition. L'évaluation conjointe de 2019 du Mouvement SUN, qui a été réalisée par 58 pays, est un outil unique qui permet à tous les acteurs nationaux qui œuvrent en faveur d'une meilleure nutrition de se réunir pour saluer les progrès accomplis, recenser les défis à relever et définir la voie à suivre pour l'avenir[114].

87. Le Mouvement SUN est soutenu par quatre réseaux, dont un réseau de la société civile, un réseau d'entreprises, un réseau de donateurs et un réseau des Nations Unies.

88. Les alliances de la société civile SUN, qui opèrent dans 53 pays, représentent plus de 3 000 organisations locales, nationales et internationales. Leurs efforts de sensibilisation ont permis d'accroître les investissements consacrés à la nutrition, de renforcer la volonté politique et la responsabilité et d'augmenter le montant des budgets nationaux alloués à la nutrition. En 2018-2019, les alliances ont continué de participer aux plans nationaux de santé publique, soutenu la mise en œuvre d'interventions nutritionnelles sur le terrain, fourni une assistance technique en vue de renforcer la mise en œuvre et le suivi des plans nationaux nutritionnels et l'adhésion au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et dispensé des formations sur le droit à une alimentation adéquate.

89. Établi conjointement par l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition et le PAM, le réseau d'entreprises a aidé 33 pays à mobiliser des entreprises en faveur de la nutrition. La plateforme compte 23 membres à l'échelle mondiale (650 entreprises allant des PME aux multinationales), soit jusqu'à 1,1 million d'employés dans le monde qui bénéficient de programmes de nutrition. Les membres mondiaux et nationaux ont établi 135 correspondances interentreprises. Le réseau d'entreprises a coorganisé le premier Forum des investisseurs pour la nutrition en Afrique (Nairobi, octobre 2018), qui a réuni 220 participants, dont des représentants de 20 organismes d'investissement, des chefs d'entreprise et des décideurs politiques.

90. En 2018, le réseau de donateurs, composé de fondations et de donateurs internationaux, a poursuivi sa contribution à la responsabilisation en matière de financement de la nutrition en élaborant un repère stratégique en la matière qui sera intégré dans le Système de notification des pays créanciers de l'Organisation de coopération et de développement économiques et en révisant le code de responsabilité sociale des entreprises sur la nutrition de base[115].

91. En 2018-2019, le réseau des Nations Unies a collaboré avec plus de 16 organismes des Nations Unies pour mettre en œuvre les principes de la réforme de l'ONU et du Programme 2030. Il a aidé tous les membres SUN à renforcer la cohérence des programmes des Nations Unies grâce à des cadres de développement et d'aide humanitaire, l'accent étant mis sur les résultats en matière de nutrition, ce qui a permis d'accroître la mobilisation et l'engagement en faveur de la nutrition. De

[114] https://scalingupnutrition.org/fr/progres-et-impact/suivi-evaluation-redevabilite-et-apprentissage-meal/suivi-et-evaluation-des-progres/.

[115] www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD/DAC/STAT(2018)38/REV1&docLanguage=En.

plus, en 2019, il a publié *Tales be told*[116], un recueil d'histoires de pays illustrant le soutien reçu par les gouvernements.

Réseaux d'action dirigés par les pays

92. Dans le cadre de la Décennie, les pays sont invités à renforcer leur collaboration en matière de nutrition en créant des réseaux d'action, qui sont des coalitions informelles de pays dont la portée est mondiale ou régionale, afin d'accélérer et d'harmoniser les efforts déployés sur certains thèmes liés au programme de travail. Dirigés et coordonnés par un ou plusieurs pays, les réseaux d'action permettent aux pays d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques ainsi que des exemples de réussites et de difficultés et de s'aider mutuellement afin de progresser plus rapidement dans des domaines précis, la finalité étant d'améliorer les systèmes alimentaires, l'alimentation et la nutrition pour tous au moyen de politiques et de lois[117].

93. À ce jour, les réseaux d'action mondiaux ci-après ont été mis en place dans le cadre de la Décennie :

a) Réseau d'action mondial sur l'alimentation durable issue des océans et des eaux intérieures pour la sécurité alimentaire et la nutrition – pays chef de file : Norvège ;

b) Réseau d'action mondial sur l'étiquetage nutritionnel – pays chefs de file : France, Australie et Chili ;

c) Réseau d'action mondial sur l'alimentation traditionnelle, saine et durable – pays chef de file : Italie.

94. En octobre 2019, l'Allemagne a annoncé son intention de former une coalition mondiale pour promouvoir des repas scolaires sains. Un programme de travail est en cours d'élaboration conjointement avec le Brésil et Sri Lanka.

95. En outre, plusieurs réseaux régionaux ont été convoqués dans la région des Amériques et du Pacifique, à savoir :

a) Réseau d'action régional sur les stratégies visant à réduire la consommation de sel en vue de prévenir et de combattre les maladies cardiovasculaires sur le continent américain – pays chefs de file : Brésil, Costa Rica et Colombie ;

b) Réseau d'action régional visant à promouvoir les directives alimentaires sur le continent américain – pays chefs de file : Brésil et Uruguay ;

c) Réseau d'action régional sur la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le continent américain – pays chef de file : Brésil ;

d) Réseau d'action régional sur les achats publics d'aliments issus de l'agriculture familiale sur le continent américain – pays chef de file : Brésil ;

e) Réseau d'action régional sur l'alimentation scolaire durable sur le continent américain – pays chef de file : Brésil ;

f) Réseau d'action régional sur les environnements alimentaires sains sur le continent américain – pays chef de file : Chili ;

g) Réseau d'action régional visant à mettre fin à l'obésité infantile dans le Pacifique – pays chef de file : Fidji.

---

[116] www.unnetworkforsun.org/sites/default/files/2019-11/UNN%20Tales%20Be%20Told-WEB%20%2815Oct2019%29_.pdf.

[117] www.un.org/nutrition/action-networks.

IV. Conclusion et marche à suivre

Donner une nouvelle dimension aux engagements SMART

96. Tandis que les avancées internationales indiquent que la deuxième Conférence internationale sur la nutrition a conduit à un large débat au niveau international sur le multiple fardeau de la malnutrition et le rôle des systèmes alimentaires dans une alimentation saine et durable, l'objectif de la décennie consistant à accélérer la mise en œuvre des engagements pris à cette conférence donne des résultats, bien qu'inégaux dans différents domaines. Les réseaux d'action devraient jouer un rôle catalyseur pour donner une nouvelle dimension aux engagements et parvenir à des résultats concrets. Il convient toutefois d'intensifier l'action dans les domaines suivants :

a) *Politique intersectorielle*. Les pays devraient mettre à jour leurs documents de politique intersectorielle pour inclure l'ensemble des cibles mondiales en matière de nutrition et les traduire en plans opérationnels chiffrés. Il convient d'améliorer la responsabilisation de toutes les parties prenantes y compris la formulation et la déclaration des engagements spécifiques, mesurables, accessibles, réalistes et limités dans le temps (engagements SMART) dans le cadre de la Décennie, et d'assurer le suivi des engagements pris par les décideurs ;

b) *Systèmes alimentaires*. Les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, du commerce et de l'industrie devraient introduire des objectifs en matière de nutrition et promouvoir une alimentation saine. Il convient de mettre davantage l'accent sur des mesures visant à promouvoir la diversification des cultures, augmenter la production de fruits et légumes et d'huiles qui contribuent à une alimentation saine, créer des environnements alimentaires sains, notamment en limitant la commercialisation des aliments et boissons destinés aux enfants, en favorisant l'étiquetage nutritionnel et en garantissant l'achat d'aliments par les établissements publics et les politiques de prix à l'appui d'une alimentation saine. Il faudrait renforcer la collaboration avec les spécialistes de l'environnement, du changement climatique et de la biodiversité en vue de faire progresser la recherche, l'élaboration des politiques et l'établissement de paramètres de mesure. Une interaction étroite est recommandée entre la Décennie de la nutrition et la Décennie d'action et les réalisations en faveur du développement durable[118], notamment en mettant davantage l'accent sur la transformation des systèmes alimentaires ;

c) *Santé*. Les mesures prises pour promouvoir une alimentation saine devraient concerner toutes les étapes du cycle de vie, en particulier les femmes avant et pendant la grossesse et les adolescentes. Les mesures essentielles en matière de nutrition devraient être incluses dans les prestations de soins de santé primaires. Les services visant à prendre en charge la malnutrition aiguë doivent être intégrés aux stratégies de couverture sanitaires universelles et services de santé pour que cette couverture dépasse les 20 % actuels. La promotion et la protection de l'allaitement au sein ainsi que le soutien à celui-ci nécessitent également des mesures législatives fondées sur le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel ;

d) *Éducation*. Les écoles sont d'excellents environnements pour lutter contre le double fardeau de la malnutrition et instaurer de bonnes habitudes alimentaires, sensibiliser le marché en expansion que représentent les jeunes qui sont dotés d'un pouvoir économique en augmentation et les influencer pour les dissuader de consommer des aliments et des boissons à teneur élevée en graisses, sucres et sel.

[118] www.un.org/sustainabledevelopment/decade-of-action/.

Les pays devraient accroître leur investissement dans la santé à l'école et les programmes alimentaires et nutritionnels scolaires ;

e) *Protection sociale*. L'augmentation de la pauvreté et des inégalités doit être combattue par des programmes de protection sociale appropriés qui prévoient un soutien à des régimes alimentaires sains et luttent contre la malnutrition sous toutes ses formes. Les programmes de bons alimentaires et de banques alimentaires sont des possibilités à envisager.

Examen à mi-parcours

97. Dans sa résolution 1989/84[119] sur les décennies internationales, le Conseil économique et social prévoit que l'exécution du programme de travail d'une décennie soit évaluée au milieu et à la fin de la décennie.

98. Conformément à cette résolution, l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements pris dans la Déclaration de Rome devrait être examiné à mi-parcours et à la fin de la décennie, dans le cadre d'un processus ouvert et participatif.

99. À cet égard, conformément au programme de travail de la Décennie, des concertations entre les parties prenantes seront organisées afin d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie.

100. L'examen à mi-parcours de la Décennie[120] a pour objectif d'évaluer les résultats obtenus dans les différents domaines du Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, tels que reflétés dans les domaines d'action du programme de travail de la Décennie, au cours de la période 2016-2020, en vue : i) de souligner les avancées, initiatives et partenariats réalisés en matière de nutrition au cours de la première moitié de la Décennie ; et ii) de recenser les difficultés rencontrées et les mesures nécessaires pour y faire face au cours de la seconde moitié de la Décennie. En outre, l'examen à mi-parcours devrait permettre de déterminer les domaines d'action prioritaires pour la période 2021-2025 et de planifier l'examen de fin de décennie, en précisant provisoirement sa forme et ses modalités possibles.

101. En termes de contenu, l'examen à mi-parcours devrait porter sur les éléments suivants : i) progrès accomplis dans les domaines d'action relevant de la Décennie, compte tenu des principales évolutions observées dans le domaine de la nutrition à l'échelle mondiale pendant la période 2016-2020, en particulier en ce qui concerne les domaines prioritaires du Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition ; ii) collaborations établies et participation des acteurs à la mise en œuvre de la première moitié de la Décennie ; iii) progrès obtenus en ce qui concerne les modalités de mise en œuvre définies dans le programme de travail relatif à la Décennie pendant la période d'examen : engagement à agir, réseaux d'action, enceintes et conférences et activités de plaidoyer et communication fondées sur des éléments concrets ; iv) un scénario axé sur l'avenir, fondé sur l'examen des différents éléments susmentionnés.

102. Lors de la préparation à l'examen à mi-parcours, une série de consultations et de concertations sont organisées avec diverses parties prenantes à différents niveaux, notamment une consultation informelle avec les missions permanentes à Genève et à Rome pour examiner les progrès et la voie à suivre dans le cadre de la Décennie. Une consultation présentielle sur la participation de la société civile à l'examen à mi-parcours a eu lieu en octobre 2019 et se poursuivra dans le cadre du dialogue

[119] https://undocs.org/fr/E/RES/1989/84.

[120] www.who.int/docs/default-source/nutritionlibrary/departmental-news/mid-term-review---un-decade-of-action-on-nutrition/concept-note-mid-term-review-nutrition-decade-fr.pdf?sfvrsn=342b054c_4.

trimestriel avec le Mécanisme de la société civile et le groupe de nutrition de la société civile. Une consultation présentielle sur l'examen à mi-parcours a également eu lieu avec le secteur privé en octobre 2019, et les moyens de garantir sa participation à ce processus doivent être définis par le secrétariat conjoint FAO/OMS. Organisés par le Comité permanent de la nutrition, des concertations seront organisées avec des organismes partenaires des Nations Unies pour solliciter leur contribution à l'examen à mi-parcours. Enfin, une consultation en ligne donnera à toutes les parties prenantes aux niveaux mondial, régional et national la possibilité de contribuer à cet examen.

103. Le sommet « Nutrition pour la croissance[121] » qui se tiendra à Tokyo en 2020 permettra de faire le bilan et de prendre de nouveaux engagements financiers et stratégiques à mi-parcours de la Décennie.

104. Parallèlement à l'examen à mi-parcours, une conférence ou manifestation d'envergure mondiale devrait être organisée pour souligner les réalisations obtenues au cours de la première moitié de la Décennie (2016-2020) et préparer le terrain pour les priorités de la seconde moitié (2021-2025).

[121] https://nutritionforgrowth.org/.